

« On ne baisse pas les bras »

TRANSPORTS Le Codeliapp envisage de se faire davantage entendre pour sauver la ligne Agen - Périgueux

THIERRY DUMAS
t.dumas@sudouest.fr

Face à la menace grandissante, le Codeliapp veut passer la vitesse supérieure. Hier, Sylviane Arnac, la co-présidente du Collectif de défense de la ligne Agen-Périgueux-Limoges-Paris, n'a pas caché sa « farouche volonté » de continuer à se battre pour préserver cette ligne « essentielle au désenclavement du territoire ».

Depuis quelques jours, comme une conséquence au rapport Spinetta menaçant quatre lignes régionales dont Agen-Périgueux-Limoges, le téléphone du Codeliapp est passé en mode hyperactif. « Les gens nous appellent, ils sont très inquiets. Ce phénomène est nouveau. Il y a une prise de conscience du danger de voir cette ligne supprimée et, par extension, notre territoire s'éteindre. Mais nous, par rapport aux usagers des autres lignes menacées qui doivent tomber des nues, nous avons eu des informations depuis un moment donc, on a déjà pu organiser la résistance.

Désormais, c'est peut-être celui qui criera le plus fort qui sera entendu. »

« Lutte des classes »

Pour cela, une action devrait être organisée d'ici à quelques semaines pour « marquer le coup et être visible », sans doute en compagnie de l'autre collectif mené par le Sarladais Jean-François Martinet, Périgord Rail Plus.

« Vu le contexte et nos intérêts communs, nos liens n'en seront que plus forts », résume Sylviane Arnac, qui

voit « un peu de lutte des classes » à travers cette problématique. « Je n'ai rien contre la LGV, je l'utilise. Mais elle sert surtout aux têtes pensantes, à ceux qui ne souffrent pas d'isolement. Alors que le petit peuple, lui, il doit se débrouiller. En tout cas, on ne baisse pas les bras. »

Remontée, elle lâche désormais sans scrupule cette anecdote datant d'un forum à Bordeaux, il y a un peu



« Il y a une prise de conscience du danger de voir cette ligne supprimée et, par extension, notre territoire s'éteindre », explique Sylviane Arnac. PHOTO ARCHIVES ANDRÉ DOSSAT

plus d'un an, où elle avait rencontré Guillaume Pepy, le patron de la SNCF. « Je lui avais expliqué notre problème et il m'avait répondu : "Madame, le car et le covoiturage, ce n'est pas pour les chiens". Je n'en suis pas revenue. ... Il y avait des témoins. »

Pour se consoler, cette militante, qui a quitté Paris pour « se mettre au vert à la campagne », pense au soutien des élus locaux, de tout bord politique et à la mobilisation de la population qui devrait encore grandir, imitant la courbe de la menace. « Mais je sais bien que le nerf de la guerre, c'est l'argent. C'est triste de devoir parler d'argent, de bénéfices, alors qu'il s'agit de service public. » Justement, pour sauver la ligne, certaines municipalités réfléchiraient à réaliser un effort financier en prenant en charge certains travaux de réhabilitation. En dernier recours.

« 150 000 usagers menacés »

Pour Thomas Portes, responsable national du Parti communiste français, « ce rapport préconise l'atomisation du service public ferroviaire français et pose à la fois la question du statut des cheminots et celle de la suppression de 9 000 kilomètres de lignes. Dans le département, la ligne Agen - Périgueux transporte 150 000 usagers chaque année. Cela remet en cause l'égalité au transport pour tous, quel que soit son lieu de résidence sur le territoire, ce qui est l'essence du service public ferroviaire. Si l'on suit les préconisations du rapport, nous allons vers la création de véritables déserts ferroviaires, ce qui est un non-sens en termes d'aménagement du territoire et du point de vue écologique. Ce rapport, c'est la double peine pour le département, puisque les usagers, déjà pénalisés avec la question des abonnements de travail, au sujet de laquelle une décision est attendue au mois de mars, vont maintenant se voir supprimer leur moyen de transport ! Ce rapport, qu'on nous présente comme très moderne, est une feuille de route extrêmement archaïque. Elle reprend dans les grandes lignes les préconisations de Margaret Thatcher pour la privatisation du rail britannique ! À l'échelle du département, comme au niveau national, le PCF mettra toutes ses forces dans la bataille pour mettre en échec la casse du service public ferroviaire. »